

LE PLAN MONNET CONTRE LE PROLÉTARIAT!...

Ce plan a fait couler beaucoup d'encre. Il en fera encore couler beaucoup. Les avis sont partagés mais uniquement sur les points de détails: possibilités de réalisations et non efficacité immédiates.

Par contre, son influence sociale est dédaignée, du moins dans le sens qui intéresse les masses. Hâtons-nous donc de compléter - sans pouvoir l'achever - l'étude qu'a déjà et à plusieurs reprises, ouverte notre journal sur ce sujet particulier.

Chacun sait que ce plan propose un rajeunissement, une modernisation radicale et profonde de notre parc de l'outillage national. 350.000 machines devront être construites soit en France - 140.000 - le reste à l'étranger, pendant la première tranche du plan.

Ce sont, pour la plupart, des machines en provenance de l'extérieur - des achats très coûteux. A titre d'exemple, la Société Denain-Anzin a commandé, aux États-Unis, un train de laminoir continu à chaud et un train continu à froid, entraînant une dépense de 23 millions de dollars à prendre sur les 500 millions que la France espère recevoir de la *Banque de la Reconstruction*. Y compris les frais accessoires, c'est un débours de SIX MILLIARDS de francs qu'escompte cette société.

L'amortissement de ces capitaux considérables nécessite une utilisation bien plus poussée de ces machines. D'ores et déjà un minimum de marché, de seize heures par jour est déclaré indispensable. La semaine de 48 heures est donc exigible et cette dérogation à la loi de 40 heures n'est ni fortuite ni passagère. Elle devra durer de longues années, jusqu'à l'amortissement des machines.

Le salaire hebdomadaire étant ainsi augmenté par une durée supérieure du temps de travail, empêchera l'augmentation légitime du salaire horaire, de telle sorte qu'en définitive c'est l'ouvrier qui paiera la machine à son patron! Mais il y a mieux, ou pire.

TOUT POUR LA PRODUCTION NON-CONSOMMABLE!

M. Eugène Roy, qui représente le Patronat de la Sidérurgie, entend, lors d'une conférence de presse, que le rendement de l'ouvrier «...*actuellement de 44 tonnes par an et par homme, devra passer à 72 tonnes, puis à 80 tonnes et enfin à 93 tonnes*». Après tout, insinue-t-il, le rendement aux États-Unis est bien de 200 tonnes. Travailleurs, vous voici dûment avertis: le Plan Monnet, loin de vous soulager dans votre travail, accentuera votre esclavage industriel.

L'augmentation de la production qui doit résulter de la modernisation de l'outillage sera réservée à l'exploitation, en vertu d'un besoin tyrannique de devises. La demande intérieure, restant toujours prédominante et insatisfaite, empêchera, par la simple loi de l'offre et de la demande, une baisse éventuelle des prix des produits rarissimes. D'ailleurs, cette prophétie dictée par l'expérience du passé et le processus actuel des prix et de la production, fait entrevoir l'instauration d'un dumping, c'est-à-dire la vente à perte à l'étranger supportée par un accroissement correspondant des prix du produit en France même.

De plus, le Plan se base sur une abondance, exclue pour longtemps, du charbon. D'où la nécessité d'importations considérables, payées en devises et, par conséquent, la continuation des économies imposées actuellement. Les restrictions sur le charbon employé pour les foyers domestiques, les nombreuses coupures d'électricité et la pénurie de gaz, est donc de longues années encore devant elles.

LE PROLÉTARIAT PAIERA LES FRAIS

M. Roy, déjà cité, affirme que l'industrie sidérurgique fut *«toujours tributaire des deux tiers de l'étranger par ses approvisionnements en combustibles»*. De même qu'un député socialiste demandait, dans la dernière Constituante, la priorité de la reconstruction industrielle sur la reconstruction des foyers, de même la priorité de l'industrie primera au détriment de l'utilisateur domestique pour le charbon...

Le coût du Plan pour les trois prochaines années est évalué à 1.021 MILLIARDS de francs. Les esprimer 153 milliards ou 1.850 millions de DOLLARS. Or, nous ne pouvons attendre de la *Banque de Reconstruction* qu'un crédit maximum de 500 millions et certainement même moins.

Des sacrifices supplémentaires seront donc demandés au peuple de ce pays et, en particulier, au prolétariat, afin d'accroître l'exploitation qui, seule, peut combler ce vide pécunier. On lui demandera donc de diminuer encore davantage la consommation intérieure, on exigera une baisse du salaire horaire et, en compensation, une forte augmentation des heures de travail et du rendement. L'abrutissement complet, quoi!

Enfin le financement de ces dépenses astronomiques ne pourra - quoi qu'on en dise en ce moment - être supporté par le seul capitaliste. La part qui lui revient sera reversée automatiquement dans le prix de vente et remboursée ainsi par le consommateur. La part incombant aux finances publiques - la plus grande et de beaucoup - sera répartie sur l'impôt. Or les impositions de provenance des salaires entrant pour 43% dans l'ensemble des recettes budgétaires, nous autorisent à affirmer que c'est encore le travailleur, qui fera les frais de cette vaste fumisterie, doublée de visées antisociales, qu'est le Plan Monnet.

SOCIALISER D'ABORD

Nous ne nions certes pas la nécessité d'une modernisation urgente de l'outillage national. Mais nous nions par contre qu'elle puisse s'effectuer dans SON INTÉGRALITÉ dans le cadre du régime actuel. De plus, nous venons de démontrer que la partie réalisable se retourne inmanquablement contre le prolétariat. C'est que la machine-esclave est une cruelle utopie dans le capitalisme: au lieu de libérer le travailleur elle l'asservit davantage. Son rôle véritable de robot ne peut se révéler que dans un régime libératoire, émanation spontanée d'un prolétariat enfin conscient de ses droits et de sa force.

LIB.
